

N° 0174 du 26 Mai au 1er Juin 2015- Prix : 250 F CFA

POLITIQUE CEDEAO/ LIMITATION DES MANDATS PRÉSIDENTIELS :

Faure Gnassingbé, en aucun moment, n'a pris la parole sur cette question à Accra

De la nécessité de revoir la communication du gouvernement



P.3



Mme Germaine Anaté, ministre de la Communication Robert Dussey, ministre des Affaires Etrangères

POLITIQUE/GOUVERNANCE :

Les engagements de FAURE GNASSINGBÉ vis-à-vis des Togolais pour son nouveau mandat

P.5



Le Président Faure Gnassingbé

POLITIQUE / FORMATION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT :

La Valse des courtisans aux obsèques de Togbui Gassou IV

P.6



Arthème Séléagodji Ahoomey-Zunu, Premier ministre démissionnaire

TRANSPORT/AVIATION :

Le vol des avions menacé au Bénin et au Togo par le mot d'ordre de grève de 72 heures des agents de l'ASECNA à partir d'aujourd'hui

P.5



Des avions cloués au sol (Photo archives)

ECONOMIE / FINANCE :

Ouverture des Assemblées annuelles de la BAD

P.4



Adjil O. Ayassor, ministre de l'Economie et des Finances

EmploiTogo.com

Des annonces, des offres d'emploi, une banque de Cvs, des formations.

Journalemploi.com Tel: 22 20 05 53

Météo

Mardi 26 Mai 2015

Matin:

Ciel peu nuageux

26°C

Après-midi:

Ciel peu nuageux

32°C



NUPTIA / EVENEMENT-CIEL

- Prestation de service Événementiel
- Vente d'articles de mariage

- Décoration et vente d'articles de décoration
- Location et décoration de voiture

BP: 1335, Bd de la Kara (Lomé - Togo) - Tél: 22 21 37 10 / 22 39 56 92
A côté de la Pharmacie Campus

Pour tout renseignement, information ou conseil

contacter le centre d'appel au N° VERT

8201

OTR

LES BAINS POUR BAINS

EDITO
L'oiseau rare !

LES TOGOLAIS sont en attente de l'annonce du nouveau locataire de la Primature.

Chacun y va de son commentaire. Mais la plupart des togolais penche pour un technocrate.

Un Premier Ministre qui saura traduire dans les faits, les engagements pris par le chef de l'Etat vis-à-vis des togolais pendant la campagne électorale.

Les populations des villes et campagnes du Togo espèrent que le Chef de l'Etat leur déniche l'oiseau rare.

Un oiseau rare qui humera le parfum des difficultés que vivent les habitants de ce pays pour qu'il puisse trouver les solutions idoines.

Un oiseau rare qui imprimera une marque au gouvernement dans la marche vers le développement et l'émergence.

Un Premier Ministre qui saura traduire dans les faits, la politique de Paix, de Cohésion et de réconciliation du chef de l'Etat.

La tâche sera ardue pour ce nouveau mandat que les togolais ont accordé au chef de l'Etat. Il faudrait alors un oiseau rare pour mener la barque à bon port.

Ali SAMBA

Libre opinion :
Les raccourcis des démocraties africaines

LA FRANCE avait une Constitution régie par un mandat présidentiel de sept(7) ans, renouvelable à volonté, mais seul François Mitterrand, le socialiste, avait pu faire deux(2) mandats. Le peuple français décidait de renvoyer ses Présidents au bout du premier septennat, s'ils ne sont pas bons, comme l'ont appris, à leurs dépens, Valéry Giscard d'ESTAING et Nicolas SARKOZY, celui-là même qui a permis, récemment, avec Jacques CHIRAC, de ramener les mandats présidentiels à des quinquennats. Au bout de cinq ans donc, Nicolas Sarkozy a fait ses valises, en attendant peut-être que le peuple français lui donne une nouvelle chance dans deux ans. Peut-être battra-t-il, cette fois-ci François Hollande, si les primaires de la Droite ne lui préfèrent pas Alain JUPPE...

En Allemagne, Angela Dorothea MERKEL en est à son troisième mandat, et peut-être cherchera-t-elle un quatrième mandat, si les allemands la jugent capable et digne de tenir ! Il n'y a pas, en effet, de mandat limitatif dans ce pays pour l'Exécutif!

Au Royaume-Uni, David Cameron vient de remporter le scrutin législatif de son pays, avec une majorité absolue confortable, et a entamé son deuxième mandat avec assurance, en lognant sur un troisième mandat, au bout de celui-ci ! Il n'y a pas de limitation ici aussi, de mandat pour l'EXÉCUTIF, et on se rappelle que Margaret TATCHER avait dirigé le pays du 4 mai 1979, au 28 novembre 1990, avant de démissionner de la tête de son Parti, et donc de son poste de Premier Ministre...

Au Togo, Faure Gnassingbé a rempli pour un troisième mandat de 5 ans, avec un score de 58,77 %, en lognant déjà sur un quatrième mandat, en 2020, comme l'autorise notre LOI FONDAMENTALE...

Aux ETATS-UNIS d'Amérique, une Convention nationale fut convoquée en 1787 par HAMILTON, qui déboucha sur une CONSTITUTION, le 17 septembre 1787, et elle entra en vigueur le 21 juin 1788... Elle s'est étoffée en évoluant, pour répondre aux nouveaux besoins des Etats-Unis, et comme l'avait écrit JAMES MADISSON, " en élaborant un système dont nous souhaitons qu'il demeure valable au long des âges, nous ne devons pas perdre de vue les changements que le temps provoquera inévitablement "...

Ces changements sont les AMENDEMENTS, ou ajouts à la Constitution. En 1992, on en compte 27 aux USA ! Mais il n'y avait pas de limitation des mandats des Présidents américains, jusqu'au vote du 22 ème amendement, proposé le 24 mars, et ratifié le 27 Février 1951 ! Ce qui avait permis à Franklin DELANOE ROOSEVELT, de briguer un 4ème mandat en 1944 ! Il faut préciser que George WASHINGTON, le Premier Président des USA, avait quitté volontairement ses fonctions de Président des USA, après son deuxième mandat, et ceci a créé une règle qui est devenue coutume Constitutionnelle, jusqu'à ce vingt-deuxième amendement, qui a formalisé la pratique...

La SUISSE a adopté, parmi les pays européens, un système unique au monde, une démocratie directe fédéraliste et neutraliste, sans Président de la République, et sans Premier Ministre, sans souverain...

Comprenez-vous alors, pourquoi les Nègres du Continent africain se tuent bêtement, pour une histoire de limitation de mandats présidentiels, au BURUNDI, au CONGO -KINSHASA, au BURKINA FASO, et peut-être bientôt au CONGO- BRAZZAVILLE ?...

Limitation de mandats, que veulent leur imposer certains milieux politiques

occidentaux !

Au lieu de réfléchir, par eux-mêmes, pour eux-mêmes, sur les voies propres et acceptables pour leur développement, et le type de démocratie que chaque peuple doit adopter pour son bien ?

SINGAPOUR a rendu un hommage exceptionnel à LEE KUAN YEW, décédé récemment à 91 ans, après avoir passé 31 ans, le tiers de sa vie, comme Premier Ministre de l'île, ce pauvre territoire, qui fêtera son cinquantième anniversaire d'indépendance en aout prochain, et qui vit aujourd'hui dans l'opulence, grâce à cet homme ! S'il y avait une limitation des mandats dans ce pays, peut-être que ce pays végéterait encore dans la misère, comme au moment de son indépendance !...

Les africains que nous sommes devront réfléchir dix fois au moins, avant de suivre comme des moutons, certains caucasiens qui, quand il s'agit d'accorder des aides aux pays africains, s'expriment en quelques millions d'euros, mais quand il s'agit d'un des leurs comme la Grèce, petit pays si on le compare au Nigéria ou à la RDC, comptent les milliards d'euros! Il y va de notre survie, en tant qu'humains tout simplement !

A) Les contours de la limitation des mandats de l'Exécutif

Ce sont les burkinabé qui ont donné le mauvais exemple, en refusant à Blaise Compaoré, le droit à un référendum national, pouvant lui permettre ou non de briguer un troisième mandat. On aurait vu l'audience réelle du Président du pays des Hommes intègres ! Si son projet avait rencontré 70 % de NON par exemple, cela serait une très belle leçon pour nos dirigeants africains et le signal fort de la maturité des peuples à penser par eux-mêmes, et non à attendre qu'un Président français conseille à leur dirigeant d'aller se faire embaucher à la francophonie ! Si le Oui l'emportait au referendum, le peuple burkinabé et les dirigeants de l'opposition avaient un an pour battre campagne et battre dans les urnes le Président sortant ! Mais nos amis burkinabé ont préféré tuer 30 à 50 de leurs compatriotes, blesser 200 autres, brûler leur Parlement (les ruines sont toujours fumantes et ils vont demander une aide à la France ou à la CHINE pour le reconstruire !) et des commerces, en mettant dans la rue 6000 chômeurs de plus dans le pays ! C'est malin ça ?

Pire, un de leurs leaders de l'opposition a même proposé d'inscrire dans la Charte de l'Union Africaine, le principe de la limitation des mandats à deux ! Mais il n'avait pas pris soin de nous préciser s'il s'agit de mandats de 4, 5, 6, 7, 8, 9, ou dix ans, et si les peuples de chaque pays doivent demander l'autorisation à l'UA avant de faire des amendements à leur Constitution dans ce domaine ! Pire, il ne nous a pas dit ce qu'il adviendrait d'un pays africain qui claque la porte de l'UA (comme l'avaient fait, pour d'autres raisons, le Maroc et la Mauritanie)! Et si, malgré l'inscription à la charte, un peuple vote librement par référendum, la non-limitation des mandats, l'UA fait quoi ?

Si nous regardons les dates aux USA, depuis le 21 juin 1788, date de l'entrée en vigueur de la Constitution américaine, jusqu'à ce jour, 27 amendements ont été opérés en 227 ans, soit 2,7 amendements en moyenne tous les 22,7 ans !

En fonction de la Constitution, n'importe quel pouvoir législatif ou exécutif peut demander une révision constitutionnelle, et à tout moment, et c'est seulement le peuple qui est seul juge ! Et

c'est la SUISSE qui bat tous les records dans cette pratique de s'en remettre au peuple, pour un OUI ou un NON ! Ainsi, depuis 1848, date de l'entrée en vigueur de leur Constitution, ils ont eu recours 565 fois au référendum !

C'est quand même plus intelligent que de brûler son Parlement et de tuer 50 de ses compatriotes non, chers frères nègres ?

B) Les limites de la limitation des mandats de l'Exécutif

Pourquoi attendre la fin du second mandat du Président sortant, pour le dégager du pouvoir, au lieu de le battre, si on a de meilleurs arguments, à la fin de son premier mandat, comme l'ont fait les français avec Valéry Giscard d'ESTAING, et Nicolas SARKOZY, ou les américains avec Jimmy CARTER, George Bush père (1989-1993), James POLK(1845-1849), Chester Arthur (1881-1885), Grover Cleveland (1893-1897, mais réélu de 1901 à 1905, ce qui fait qu'il a été le seul, dans l'histoire des USA, à avoir été élu deux mandats non consécutifs et est donc le 22ème et 24ème Président des USA !), William Taft (1909-1913), Herbert Hoover (1929-1933), etc. ?

C'est la paresse des africains qui les fait attendre, assis sur leur derrière, que le deuxième mandat arrive à échéance, et ils veulent à se faire péter les cordes vocales : " Pas de troisième mandat ! Pas de troisième mandat ! "...

Où étaient les leaders burundais en 2010, pour ne pas stopper Pierre Nkurunziza en ce moment-là, en le battant, pour qu'il ne fasse pas, en 2015, valoir le fait qu'il a été élu, au premier mandat, non pas au suffrage universel, mais par le Parlement ? Aujourd'hui, dans ce pays, les gens meurent, non pas seulement par les balles, mais par le cholera, surtout les réfugiés burundais en Tanzanie (40 morts déjà !), pour une histoire stupide de mandat limitatif ou non !

Le siège de Président de la République n'est pas un banc, où peuvent s'asseoir plusieurs prétendants, mais un fauteuil, où ne peut s'asseoir qu'un seul élu ", comme le disait si bien Laurent GBAGBO, et c'est pourquoi, si nos leaders pensaient vraiment à leur peuple, ils se mettraient ensemble, en choisissant un des leurs, pour battre le candidat sortant !...

L'exemple de BUHARI, qui vient d'être élu, à sa quatrième tentative, est éloquent, et les autres leaders africains doivent le suivre, et ne pas croire que si le sortant n'a pas un troisième mandat, c'est leur tour d'être Président !

L'autre forme de paresse est ce que nous montre le chef de l'opposition togolaise, battu par Faure Gnassingbé, et qui annonce que l'OIF doit revenir au Togo compter les voix, à la place de notre Cour Constitutionnelle, que ce prématuré politique feignant relègue un rang sous l'OIF! Jean-Pierre Fabre ne mûrira jamais, comme je l'ai dit à plusieurs reprises ! Pourquoi ne demande-t-il pas à l'OIF de venir compter aussi les moutons et les chèvres du



Dr David IHOU

Togo, ou faire appel au Pape François, au Dalai Lama, ou à BAN KI MOON, comme le lui conseille Kiwi Amegah - Wovoe ? Voilà quelqu'un qui veut diriger le Togo, et qui ne comprend pas Notre Constitution, notamment en son article 106, qui dit que " Les décisions de la Cour Constitutionnelle ne sont susceptibles d'aucun recours. Elles s'imposent aux pouvoirs publics et à toutes les autorités civiles, militaires et juridictionnelles".

Il faut être un cancre, si on comprenait le sens de cet article, pour demander à l'Organisation Internationale de la Francophonie, de venir recompter les voix, après l'arrêt de notre Cour Constitutionnelle !...

Au Burundi, une fois que le Conseil Constitutionnel a validé la Candidature de Pierre Nkurunziza, par 6 des sept voix que compte cette Institution, la messe est dite, et ce qui se passe au Burundi actuellement n'est plus ni moins qu'un coup d'Etat civil...

Si on dénie au Conseil Constitutionnel ses prérogatives, on n'est plus dans une démocratie, mais dans une voyoucratie !

La limitation des mandats présidentiels a ses limites aussi, dans la mesure où, si vous avez deux chefs d'Etats médiocres qui se passent le pouvoir 10 ans chacun (2 fois 5 ans x 2= 20 ans), vous aurez un pays en perdition pendant deux décennies !

Alors, feignants leaders politiques africains, faites comme Macky SALL au Sénégal, qui a battu à plate couture, Abdoulaye WADE, candidat à son troisième mandat, à polémique ou pas, et ne suivez pas bêtement certains caucasiens qui veulent encore vous coloniser, cette fois-ci, et votre cerveau et votre corps !

Les leaders politiques africains doivent, en priorité, convaincre leurs compatriotes, du bien fondé et du caractère sacré de nos Institutions de la République, de nos Constitutions, et les convaincre ensuite, de la pertinence des programmes qu'ils doivent obligatoirement leur proposer... Et ce n'est pas un OBAMA, un POUTINE, un Président chinois, un Pape ou un Dalai Lama, encore moins l'ONU, L'UE, l'UA, la CEDEAO, qui viendront nous dire qui est élu pour les 4 ou 5 ans à venir, dans nos pays !

" Si vous réfléchissez de travers, beaucoup de choses vous arrivent en travers " : c'est mon père, lhou Cléophas, qui l'a dit !

Dr David IHOU, Consultant en géopolitique et stratégie sécuritaire

LE MEDIUM
Hebdomadaire d'Informations #
Récupéré : N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC
Adresse : 893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91 53 80 81
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78

Directeur de la Publication :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Directeur de la Rédaction :
Ali SAMBA
Rédaction :
Jacques Komi SOLETE
Crédo TETTEH
Ekoué SATCHIVI
Dodo ABALO
Dezzy HUTCHNER
B. Oguki ATAKPA
Ali SAMBA
Koudjoukabalou
René Beaugars
Infographie : JPB
Impression : ST Louis,
Doulassamé-LOME Tél : 22 22 10 45
Tirage : 2.500 exemplaires
Distribution : Dodo Abalo (9097 52 56)

Réclamez tous les mardis votre hebdomadaire "Le Médium" dans les kiosques et chez vos marchands de journaux.
Prochaine parution le mardi 02 Juin 2015

TOGO EXPRESS
Imprimerie-Sérigraphie-Tampons-Reliure
(Tous travaux d'impression)
Adresse 141, Angle Rue LANDJO (Tokoin Tamé)
A coté du commissariat du 5ème arrondissement
BP : 5022 Lomé Togo
Tél : +228 22 61 46 08 / 23 38 54 11
Fax : +228 22 26 06 02
Cel : +228 90 15 98 06/98 10 33 08

POLITIQUE CEDEAO/ LIMITATION DES MANDATS PRESIDENTIELS :

Faure Gnassingbé, en aucun moment, n'a pris la parole sur cette question à Accra DE LA NÉCESSITÉ DE REVOIR LA COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT

" LE TOGO dit non à la limitation des mandats présidentiels ". La nouvelle a fait le tour du monde la semaine dernière et notre pays le Togo était encore au banc des accusés par une faute de communication du gouvernement togolais qui n'a pas su intervenir à temps pour rectifier le tir. On ne cessera jamais assez de le dire, l'image du Togo est souvent salie par la faute de certains qui ne font pas bien leur travail. Et ce qui vient de se passer la semaine dernière à Accra en est encore une excellente illustration.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, aucun ministre, aucun officiel du Togo n'a levé le petit doigt pour dénoncer cette cabale contre le Togo et démentir cette fausse information qui ne fait que jeter du discrédit sur le pays car, rien de ce qui est dit ne s'est passé comme tel dans la capitale ghanéenne.

La vérité, rien que la vérité
L'idée d'amender le protocole de



Robert Dussey, ministre des Affaires Etrangères

ne, même dans les vieilles démocraties les pratiques varient. Les chefs d'Etat l'ont bien rappelé à la faveur d'un premier tour de table qui a permis de dégager un consensus sur le caractère prématuré et inapproprié de ce projet. " C'est une proposition inscrite à l'agenda des chefs d'Etats pour qu'ils en discutent et à la fin de la délibération de

délégation togolaise réagissent, ne serait-ce que pour apporter des éclaircissements sur la manière dont les Chefs d'Etats en étaient arrivés à cette conclusion. Mais RIEN. C'était un silence de cimetière du côté du gouvernement Togolais.

C'aurait été ailleurs que les ministres, les responsables de la communication et les attachés de presse prendraient d'assaut les plateaux des télévisions, les studios des radios et les colonnes des presses pour apporter un démenti cinglant à cette information qui faisait le pourfendeur de la limitation des mandats.

De toute façon, cette attitude du gouvernement n'a étonné personne car la communication a été le maillon faible de cette équipe dirigée par Arthème Ahoomey-Zunu qui laisse passer la plupart du temps des occasions de faire valoir le point de vue du Président de la République du Togo. Comment peut-on passer à côté de cette belle occasion pour dire à la face du monde que le Président Faure Gnassingbé est favorable aux réformes constitutionnelles et que tout au long de la campagne pour l'élection présidentielle, il n'a cessé de marteler que les réformes sont nécessaires mais qu'il fallait prendre le temps pour les mener afin de ne pas exclure une partie des Togolais?

Heureusement que Arthème Ahoomey-Zunu a rendu le tablier et son gouvernement avec lui. Il va falloir faire autrement dans ce domaine pour le prochain locataire de la Primature.

Faire autrement

Koudjoukabal

Pour vos annonces et publicités, contactez le 91 53 80 81

lemedium2013@yahoo.fr

Zozo

POLITIQUE ET DERNIÈRE PRÉSIDENTIELLE: DJIMON ORE JUGE INCOHÉRENTE LES POSITIONS ADOPTÉES PAR L'OPPOSITION



Djimon Ore, pdt FPDD

Président du Front Patriotique pour la Démocratie (FPD), Djimon Ore était de passage le vendredi dernier dans l'émission " Audi Actu " sur la radio Victoire Fm. Occasion pour cet ancien bras droit du président de l'Union des Forces de Changement (UFC) de se prononcer sur l'actualité sociopolitique du pays.

Pour Djimon Ore, seule une transition politique consensuelle peut mettre fin au système en place et non une élection. " Si une élection présidentielle correcte devait mettre fin à ce système, il s'agit des élections présidentielles de 1998, de 2003 et de 2005. Si on n'a pas pu mettre fin à ce système, par la voie des urnes en 1998, 2003 et 2005, il ne faut plus s'attendre à la fin de ce système par la voie des urnes, il n'y a que la transition pour mettre fin à ce régime", a soutenu le président du FPD.

M. Ore sur la question des réformes, ne croit pas à sa mise en œuvre vu la configuration actuelle de l'Assemblée nationale où le parti au pouvoir, UNIR dispose de la majorité.

Le président du FPD reste également très septique sur les résultats attendus du travail de la commission Awa Nana sensée réfléchir profondément sur les questions des réformes.

" Profondément pour eux c'est de passer du quinquennat au septennat, profondément pour eux c'est d'installer Faure à vie, profondément pour eux c'est que les demi-frères de Faure le remplace, leurs fils, leurs petit-fils, etc ", a martelé Djimon Ore.

Il trouve une incohérence dans les démarches de certains candidats malheureux de la présidentielle du 25 avril dernier.

" C'est vraiment un processus bancal et nous n'avons pas compris. Même le CAR qui a boycotté a participé à cette CENI jusqu'à la fin. Des positions contradictoires inadmissibles par rapport à des formations qui se disent formations d'expérience politique. Comment vous pouvez juger cela... "

ACCIDENT DU CORTÈGE DU PREMIER MINISTRE SUR LA NATIONALE 5

Deux faits majeurs ont marqué la vie du Premier ministre Arthème Ahoomey-Zunu dans la journée du 22 mai.



En effet, quelques heures après avoir rendu le tablier à Faure Gnassingbé, le cortège du locataire de la Primature a eu un grave accident sur la Nationale N°5, Lomé-Kpalimé. Ahoomey-Zunu se rendait à Kpalimé où il devrait assister à l'enterrement du chef Gassou dans la préfecture de Danyi.

L'accident s'est produit dans la préfecture de l'Avé. On a enregistré plusieurs blessés graves. Les voitures 4X4 du service de la Primature et de la Police ont été très endommagées au point qu'elles sont irrécupérables.

Ainsi, Arthème Ahoomey-Zunu a, dans la journée de vendredi, quitté la Primature. Il a ensuite eu cet accident qui a fait des blessés graves parmi ses collaborateurs.

Il est à noter que Faure Gnassingbé l'a toutefois instruit pour évacuer les affaires courantes. Un nouveau Premier ministre est attendu dans les jours à venir.

Zozo

LA FILIÈRE SOJA OFFICIELLEMENT
RELANÇÉE À TRAVERS LA CADRE INTÉ-
GRÉ RENFORCÉ (CIR).



La ministre Bernadette Légzim-Balouki

Le projet de renforcement des capacités productives et commerciales de la filière Soja au Togo a été officiellement lancé par le ministre du Commerce et de la promotion du secteur privé, Bernadette Légzim-Balouki en présence de sa collègue de la Communication, de la formation civique et des arts, Germaine Anaté.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la catégorie 2 du programme Cadre intégré renforcé (CIR).

D'un coût total de 1.686.929.850 FCFA réparti entre le budget de l'Etat et le Fonds multilatéral, ce projet qui va durer trois (3) ans, vise à contribuer à l'accroissement des recettes d'exportation du soja et à l'amélioration des revenus des acteurs de la filière.

" La présente cérémonie se situe dans le cadre de la poursuite des différentes réformes entreprises par les hautes autorités de notre pays pour faciliter et encourager les activités de production, de la commercialisation et d'exportation des produits togolais afin d'améliorer de façon rapide et tangible, la vie des concitoyens dans notre pays ", a déclaré Mme Légzim-Balouki.

Selon elle, ce projet a été élaboré par son ministère, pour répondre à un objectif précis, l'accroissement des recettes d'exportation du soja et l'amélioration sensible des revenus des acteurs de la filière afin de réduire la pauvreté au Togo.

" Le soja a été identifié dans plusieurs documents stratégiques tels que l'étude diagnostique pour l'intégration du commerce, (EDIC), et la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE) comme étant un produit stratégique à fort potentiel d'exportation. Nul n'ignore les vertus nutritives du soja qui est cultivé sur l'ensemble du territoire par une grande partie de la population togolaise, son caractère intégrateur et ses dérivés constituent des atouts majeurs pour une grande synergie d'actions entre tous les acteurs de la chaîne ", a-t-elle rappelé.

Après avoir rappelé les objectifs que vise ce projet, Claude Taline, point focal du programme CIR a souhaité que ce projet puisse avoir un succès pour relever le niveau de l'économie togolaise afin qu'elle profite des opportunités qu'offre le marché international.

Pour mémoire, le Cadre intégré renforcé (CIR), créé en 1997 met un plus fort accent sur les résultats, la responsabilité, une meilleure coordination entre les donateurs et une gouvernance qui permet aux pays moins avancés (PMA) de s'approprier le processus.

POUR AVOIR CRITIQUÉ LE FRANC CFA, UN MINISTRE TOGOLAIS PROF KAKOU NOUBOUKPO MENACÉ PAR LA BCEAO

Est-il permis de critiquer l'arrimage du FCFA à l'euro? Pour l'avoir fait, Kako Nubukpo, ministre togolais de la Prospective et de l'évaluation des politiques publiques, est devenu la cible de certains dirigeants de la BCEAO. Sa tête est mise à prix.

Un courrier dont Financial Afrik a copie, appelle au limogeage de ce jeune et remuant ministre dont le tort est d'avoir pris la parole en public sans langue de bois pour fustiger "la servitude volontaire". Signé de Kossi Tenou, le directeur national de la BCEAO à Lomé, la lettre adressée au gouverneur de la banque centrale de l'UEMOA, Tiemoko Meyliet Koné, a été réexpédiée au président Faure Gnassingbé.

L'auteur de la missive, apparemment adepte de la vieille école, s'en prend ouvertement à M. Nubukpo dont les propos, écrit-il, "rassemblent plus à un acharnement qu'à une contribution intellectuelle". Pour rappel, le ministre s'était exprimé sur le sujet du FCFA lors du forum Africa Best Practices organisé à Lomé les 26 et 27 février puis lors du colloque du Comité national togolais de politique économique (CNPE), les 5 et 6 mars derniers.

A chaque fois, les déclarations du ministre, précises et nourries par la théorie économique, ont fait mouche. Sa contribution plutôt technique que polémique sur l'arrimage à l'euro ainsi que sur la faible contribution des banques de la région dans le financement de l'économie avait fait l'objet de commentaires tout aussi techniques.

Il est quand même étonnant que pour avoir "osé" donner son avis sur la politique monétaire de son pays, un ministre se retrouve au milieu d'une correspondance qui confine plus à un PV de gendarmerie ou, au mieux, à une note des Renseignements généraux, souvent écrite au premier degré, qu'à une synthèse intellectuelle qu'un cadre de la BCEAO est en droit de faire pour son supérieur hiérarchique. Les idées nouvelles du ministre togolais de la prospective ont apparemment bousculé l'Afrique à papa, celle qui considère que le FCFA relève du tabou.

ECONOMIE / FINANCE :

Ouverture des Assemblées annuelles de la BAD

ELECTION DU NOUVEAU président du Groupe de la Banque, célébration du 50e anniversaire de l'institution et admission officielle du Sud-Soudan en tant que 80e pays membre sont au menu de ces Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement qui se sont ouvertes lundi à Abidjan.

Ce rendez-vous annuel est l'occasion de passer en revue les opérations que la Banque a menées en 2014 et son portefeuille pour 2015. Différents thèmes, comme l'intégration et le commerce à l'échelle régionale, les infrastructures, le développement du secteur privé, la création d'emplois, les enjeux de gouvernance et la croissance verte et inclusive feront également l'objet de présentations et de débats.

Dans la lignée de la thématique de ces Assemblées, " L'Afrique et le nouveau paysage mondial ", les séminaires exploreront des enjeux divers dans une perspective élargie, invitant les participants à réfléchir aux répercussions de l'évolution économique mondiale sur le développement de l'Afrique et sur les réponses que le continent doit y apporter. Ils se pen-



Adjé O. Ayassor, ministre de l'Economie et des Finances

cheront sur les moyens de financer le développement en Afrique, de résorber les inégalités, de créer des emplois et de relever les défis relatifs au changement climatique. Certains séminaires seront axés sur le lancement de rapports phares, parmi lesquels l'édition 2015 de Perspectives économiques africaines, outre un indice servant à mesurer la disparité entre les sexes, et le lancement du rapport Futurs africains.

A l'occasion de ces Assemblées et de son 50e anniversaire, la BAD a publié lundi son rapport

Perspectives économiques en Afrique' (PEA).

Avec une population qui devrait tripler à l'horizon 2050, le continent africain devra impérativement moderniser les économies locales pour renforcer sa compétitivité et relever le niveau de vie de ses habitants, souligne l'étude.

Première institution africaine dédiée au financement du développement, la BAD a été créée en 1964, pour mobiliser des ressources pour le développement économique et social de ses pays membres régionaux

(PMR), en vue de promouvoir une croissance durable et inclusive et de réduire la pauvreté. De 1967 à 2014, la Banque a approuvé 4 185 prêts et dons totalisant 107,6 milliards de dollars EU au profit de ses pays membres régionaux (africains).

La Banque africaine de développement (BAD) a annoncé qu'elle allait décaisser 1,5 milliard de dollars en faveur de 21 pays africains fragiles. Le Togo est sur la liste des bénéficiaires avec le Soudan, le Liberia, la Sierra Leone, la Guinée, le Togo, la Côte d'Ivoire et l'Erythrée, notamment.

Ces appuis s'inscrivent dans le cadre des stratégies appelées 'Transition Support Facility' et 'Fragile States Facility' (FSF).

"Nous allons renforcer la capacité des Etats à mettre en place des institutions efficaces de sorte qu'elles puissent fournir des services à leurs citoyens", a expliqué Olufunso Somorin, responsable de la politique de la BAD.

Le continent africain compte le plus grand nombre d'Etats fragiles, un contexte qui freine les efforts pour réaliser des transformations économiques.

ECONOMIE / EDUCATION

Le Groupe de la Banque Mondiale va doubler les financements axés sur des résultats pour les porter à 5 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années

À LA VEILLE du grand rendez-vous que constitue le Forum mondial sur l'éducation 2015, le Groupe de la Banque mondiale a annoncé qu'il allait doubler le volume des financements pour l'éducation axés sur des résultats, pour le porter à 5 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Cet effort, qui vient consolider l'engagement du Groupe en direction de l'élimination de l'extrême pauvreté d'ici 2030, vise à améliorer à la fois la qualité et l'égalité de l'éducation et à faire en sorte que tous les enfants puissent acquérir les compétences dont ils ont besoin pour accéder à plus de prospérité.



Hervé Assah de la Banque Mondiale

Les représentants de plus de 160 pays seront rassemblés cette semaine en Corée pour examiner ce qui constituera les objectifs et le cadre de l'action sur l'éducation pour les quinze prochaines années. Ce programme fera partie des Objectifs de développement durable qui seront adoptés par les Nations Unies au mois de septembre prochain et qui viendront prendre la suite des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), dont l'échéance arrive cette année.

En dépit de grandes avancées, il y a encore 121 millions d'enfants dans le monde qui ne parviennent même pas à accéder à un enseignement primaire ou au premier degré du secondaire. Il s'agit, pour la plupart, d'enfants pour lesquels la scolarisation est particulièrement difficile, parce qu'ils sont trop pauvres, isolés géographiquement, handicapés, ou parce que ce sont des filles. En outre, le nouvel objectif mondial pour 2030 ne consistera pas seulement à scolariser tous ces enfants mais aussi à s'assurer que l'école leur inculque les compétences scolaires (la maîtrise de la lecture, de l'écriture et des mathématiques) et pratiques dont ils ont besoin pour échapper à l'extrême pauvreté, partager les fruits de la croissance économique et alimenter le moteur de l'innovation et de l'emploi.

" Les enfants les plus pauvres sont en réalité laissés pour compte dans la plupart des systèmes éducatifs. On estime qu'il y a 250 millions d'enfants qui ne savent toujours pas lire ou écrire, même après plusieurs années d'école. Cette situation tragique a de graves conséquences sur l'issue de la bataille contre l'extrême pauvreté, souligne le président du Groupe de la Banque mondiale Jim Yong Kim. Alors que près d'un milliard de personnes restent encore de nos jours enfermées dans le piège de l'extrême pauvreté, on pourrait libérer des richesses de potentiel humain en dirigeant des efforts soutenus vers l'amélioration des apprentissages. Avec de meilleurs résultats scolaires, on sera

mieux à même de mettre fin à l'extrême pauvreté. "

Tout au long de la période couverte par les OMD (de 2000 à 2015), le Groupe de la Banque mondiale a tenu son engagement d'apporter des financements à tous les pays dotés de plans crédibles en faveur de l'éducation, ce qui a permis à des millions d'enfants issus de familles pauvres (et notamment des filles) d'accéder à l'école. L'institution, qui figure au premier rang des bailleurs de fonds pour l'éducation, a investi 40 milliards de dollars dans ce secteur depuis 2000, en apportant elle-même des financements ou en administrant ceux du Partenariat mondial pour l'éducation, dont elle est un membre fondateur.

Dans le secteur de l'éducation, le Groupe de la Banque mondiale a aussi de plus en plus souvent recours à des financements conditionnés à l'obtention de résultats préétablis. Ces financements ont atteint 2,5 milliards de dollars au cours des cinq dernières années. Leur doublement

contribuera à promouvoir la responsabilisation, attirer des ressources financières et accélérer les progrès vers la réalisation du nouvel objectif mondial de l'apprentissage pour tous.

Selon les experts du Groupe de la Banque mondiale, il y a au moins trois raisons pour lesquelles une éducation équitable et de qualité aidera à mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici 2030. Premièrement, l'éducation est un levier puissant pour sortir de la pauvreté ; chez les travailleurs salariés, par exemple, on observe une hausse de 10 % des revenus pour chaque année d'étude supplémentaire. Deuxièmement, l'instruction fait des femmes et des filles des agents particulièrement efficaces du changement économique et social, à leur profit comme à celui de leurs familles. Troisièmement, la qualité des acquis scolaires, c'est-à-dire ce que les travailleurs ont réellement appris sur les bancs de l'école, est un indice très révélateur des taux de croissance économique.

SITES WEB A CONSULTER

Togoentreprise.com

Annuaire des entreprises-inscrivez-vous pour trouver des opportunités et des partenaires.

Emploito.com

Trouver des emplois-Soumettre votre cv- publié vos emplois

Togotourisme.com

Annuaire des hôtels et auberges au Togo-Location de villa meublée et voitures

Sogesti.net

Expertise en système d'information-sécurité-formations-crédation de site web-archivage-ged-Solutions Windows et Linux - Partenaire Oracle -Centre de formation certifié Exin-

Rapidehosting.com

Solutions d'hébergement pour les applications [alfresco](#)-[sharepoint](#)-[zimbra](#)-[cloud](#) - hébergement web et nom de domaine.

Marchespublicstogo.com

Trouver des appels d'offres et des manifestations d'intérêts.

POLITIQUE/GOUVERNANCE : Les engagements de Faure Gnassingbé vis-à-vis des Togolais pour son nouveau

SI LE TOGO doit accéder au rang de Pays émergent, il doit sans aucun doute prendre les moyens et prendre les décisions de garantir l'unité nationale et les ressources nécessaires pour atteindre de nouveaux horizons et affronter sereinement l'avenir. Le nouveau gouvernement qui sera formé dans les jours à venir va mettre en œuvre la politique du Chef de l'Etat axée sur la rénovation du pays, la restauration de son économie et la préservation d'acquis sociaux qui doivent être consolidés par des réformes qui assurent à l'ensemble du pays une stabilité et une cohésion.

Consolider l'Etat de droit au Togo.

Notre pays doit rester un Etat de droit pour le bénéfice de tous ses habitants. Nous devons au jour le jour pratiquer la démocratie en mettant l'accent sur la nécessaire coexistence des droits et devoirs. Pour cela Faure Gnassingbé s'est engagé à garantir et renforcer le pluralisme politique, à garantir la séparation des pouvoirs et poursuivre la modernisation de la justice. Il s'est aussi engagé à restaurer la confiance entre la Nation et sa classe politique et à consacrer dans notre droit les libertés fondamentales.

" Pour la sécurité des Togolais et la Stabilité du Pays les Forces de Défense et de Sécurité resteront l'objet de toute mon attention. Je sais combien leur rôle est décisif dans le maintien de la paix, de l'intégrité territoriale, de la sécurité et de



Le Président Faure Gnassingbé

la stabilité au Togo ainsi que dans la lutte contre la délinquance au quotidien" a indiqué Faure Gnassingbé. Pour ce faire, le Président de la République s'est engagé à :

- o Renforcer notre Armée
- o Combattre la criminalité
- o Contribuer au maintien de la paix internationale
- o Assurer le contrôle des autorités civiles
- o Garantir la sauvegarde de l'ordre public

" Il nous appartient de travailler à la production effective de richesses en veillant à une juste répartition des fruits du travail entre tous les togolais" indique Faure Gnassingbé qui prend alors l'engagement de :

- o Créer des emplois en masse
- o Veiller à ce que l'Etat joue plei-

nement son rôle de régulateur et d'arbitre du jeu économique

- o Poursuivre l'amélioration du climat des affaires
- o Maintenir l'assainissement des finances publiques
- o Mieux contrôler le flux monétaire en circulation
- o Encourager l'entrée de devises étrangères au Togo.

La décentralisation, une priorité pour le Président de la République.

Notre pays a, depuis plusieurs années, opté clairement pour une organisation décentralisée au profit des collectivités territoriales prévues par la Constitution. Pour autant, notre processus n'est pas encore parvenu à son terme. Il va falloir amorcer la décentralisation et développer les différentes régions et pré-

fectures, rapprocher l'usager des services publics, prendre des décisions selon le contexte local et organiser des élections locales. Faure Gnassingbé assure que c'est un engagement important qu'il est prêt à mettre en œuvre pendant ce nouveau quinquennat.

Faure Gnassingbé va poursuivre la réduction des inégalités et promouvoir la solidarité nationale car la nation a le devoir moral de venir en aide à la population, notamment aux plus vulnérables. " Je m'engage à permettre à tous les Togolais de bénéficier de la richesse nationale, à garantir une politique altruiste, à soutenir davantage les populations à la base et à favoriser l'insertion économique sans oublier l'extension progressive de la couverture maladie à tous" a dit Faure Gnassingbé.

Ceci permettra d'améliorer le cadre de vie des togolais. Selon la conception du Président de la République, chaque citoyen doit pouvoir vivre en bonne santé, et dans un environnement sain dans un Togo plus fort. Pour cela, l'Etat doit, à cet effet, mettre à la disposition de tous les moyens pour garantir ces droits fondamentaux à tous les togolais.

Le gouvernement devrait alors se concentrer les efforts sur l'amélioration de l'accès aux soins de santé et poursuivre la lutte contre le VIH et le paludisme. Il doit pouvoir généraliser la couverture vaccinale, rendre universel l'accès à l'eau potable et garantir le droit au logement pour tous. C'est le souhait du Président Faure pour son nouveau mandat.

Zozo

EDEM KODJO AU BURUNDI



Edem Kodjo

La crise politique burundaise, née de la volonté du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat à la tête de son pays, ne laisse pas la communauté internationale indifférente, encore moins l'Union africaine (UA) qui a dépêché dans ce pays, l'ancien premier ministre togolais, Edem Kodjo.

Sur la question du mandat controversé demandé par M. Nkurunziza, le médiateur, selon le site d'information www.republicoftogo.com, a estimé qu'il ne doit faire l'objet d'aucun doute du fait que le président burundais a été élu pour la première fois en 2010.

Ce qui n'est pas l'avis des contestataires qui prennent depuis quelques semaines déjà d'assaut les rues. Pour eux, l'élection par le parlement burundais de Pierre Nkurunziza en 2005 pour diriger le pays jusqu'en 2010, doit être considéré comme son premier mandat.

L'émissaire de l'UA n'a pas manqué de donner un aperçu de la mission qu'il aura à accomplir dans ce pays où les populations marchent dans les rues pour s'opposer à la candidature de Pierre Nkurunziza et où des putschistes sont détenus.

" Nous estimons qu'il faut tout mettre en œuvre pour apaiser un climat peu favorable au dialogue. Il faut, par exemple, que les personnes arrêtées après la tentative de coup d'Etat soient traitées avec humanité et que de façon générale, les droits de l'homme soient préservés et sauvegardés ", a-t-il relevé.

Edem Kodjo, premier responsable de la Fondation Pax Africana, n'est pas à sa première mission de médiation politique. Il avait déjà joué ce rôle récemment au Madagascar et au Burkina Faso il y a quelques mois.

ROBERT DUSSEY ASSOCIE LES TENANTS D'HÔTEL À L'ORGANISATION DU SOMMET SUR LA SÉCURITÉ MARITIME ET LE DÉVELOPPEMENT DE NOVEMBRE PROCHAIN À LOMÉ



Le ministre Robert Dussey

Au mois de novembre prochain, se tiendra à Lomé, la capitale togolaise, un sommet sur la sécurité maritime et le développement auquel prendront part de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement et des milliers d'officiels venus d'Afrique, d'Europe, d'Asie et d'Amérique.

Pour ce faire, le ministre des Affaires étrangères et de la coopération, Robert Dussey, a réuni jeudi à Lomé les responsables des principaux hôtels de Lomé afin de leur donner un certain nombre de directives imposées par l'Union Africaine, co-organisatrice de la conférence notamment l'hygiène, le confort, la sécurité, la qualité de la restauration et l'accueil.

Selon lui, tout doit être mis en œuvre pour accueillir les participants dans les meilleures conditions, en ce qui concerne l'hébergement.

« Le gouvernement entend faire du secteur hôtelier un partenaire important afin que cette rencontre soit un succès. Vous êtes les partenaires de la diplomatie togolaise et vous contribuez à vendre l'image du Togo, aidez-nous ! », a proclamé M. Dussey à l'endroit des professionnels du secteur.

Pour lui, ce sommet sur la piraterie maritime est une occasion de renouer avec le tourisme de conférence dont le Togo avait fait une spécialité jusqu'au début des années 90.

L'hôtel du 2 février, en cours de rénovation, accueillera la conférence. Le chantier devrait être achevé d'ici le mois de septembre prochain. C'est pour la première fois depuis vingt cinq (25) ans que le Togo organisera cet événement d'une grande renommée.

TRANSPORT/AVIATION : Le vol des avions menacé au Bénin et au Togo par le mot d'ordre de grève de 72 heures des agents de l'ASECNA à partir d'aujourd'hui

AUCUN AVION commercial ne décollera ou n'atterrira des aéroports du Bénin et du Togo du 26 au 28 mai prochains. Seuls seront autorisés, les vols humanitaires, les évacuations sanitaires et les vols spéciaux humanitaires.

Le Syndicat des travailleurs de l'aviation civile, de la météorologie de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA-Togo) est en grève de 3 jours. Il réclame de gérer eux-mêmes de l'espace aérien du Togo qui se faisait depuis 1945 par le Ghana.

" Avant le passé, nos aéroports ne disposaient pas de radar et les agents n'étaient pas formés. Au jour d'aujourd'hui, les contrôleurs aériens du Togo sont techniquement bien formés

et l'aéroport de Lomé est équipé de radars plus performants que ceux d'Accra" a dit Amao Talé, le secrétaire général du Syndicat des travailleurs de l'ASECNA-Togo.

" Nous sommes prêts à assurer la sécurité de la navigation aérienne dans l'espace inférieur et supérieur de notre territoire ", a dit Amao Talé.

Le Ghana, qui n'est pas membre de l'ASECNA, gère les espaces aériens togolais et béninois depuis 1945 alors que ces deux pays disposent aujourd'hui de matériels performants et d'agents capables d'assumer le contrôle de leur espace aérien, selon les grévistes.

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est la réponse donnée par le Ghana aux Togolais et aux Béninois après la réunion des chefs d'Etat des trois (3) pays, John Dramani



Des avions cloués au sol (Photo archives)

Mahama, Yayi Boni et Faure Gnassingbé le 29 avril dernier à Accra au Ghana, suivie de celle des ministres des transports des ces pays.

Le 20 mai afin de se prononcer. La partie ghanéenne a réagi mais n'a fait aucune proposition concrète allant dans le sens de la proposition qui lui a été faite. Aujourd'hui, il est question tout de suite de passer à la sectorisation, ce qui est le vœu de tout le personnel de l'ASECNA du Togo et du Bénin, afin de permettre aux deux chefs de permettre à l'ASECNA de poursuivre le processus de réorganisation des deux espaces aériens ", a déclaré Amao Talé, secrétaire général du Syndicat des travailleurs de l'aviation civile, de la

météorologie e l'ASECNA-Togo.

Les deux (2) organisations syndicales demandent aux autorités togolaises et béninoises de répondre à une demande d'instruction ferme de l'ASECNA afin de permettre à celle-ci de pouvoir poursuivre son processus de réorganisation des deux espaces aériens.

" Si les autorités togolaises et béninoises donnent leur réponse favorable, demandant à l'ASECNA de poursuivre ce processus de réorganisation, il n'y aura plus de problème. C'est à cette condition que nous pouvons suspendre la grève ", a-t-il indiqué.

Source : afrepress

CENTRE D'APPEL
8201
OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

Zozo

COMMENT RESTER AU GOUVERNEMENT ?
A CHACUN SA MÉTHODE

Les temps sont durs pour certains ministres qui ne savent plus à quel saint se vouer pour rester au gouvernement. En tout cas ils ne manquent pas d'imagination et à chacun sa méthode.

Faure est sur le point ou carrément est en train de former son gouvernement. Même si officiellement, c'est le premier ministre nommé qui va former le gouvernement, il faut dire que les choses sont déjà en train d'être ficelées. Le problème avec Faure Gnassingbé c'est qu'il ne dit jamais rien. Ne manifeste jamais rien et du coup difficile de savoir ce qu'il pense de vous et ce qu'il a l'intention de faire.

Sale temps donc pour certains ministres qui ne voient leur survie que dans un gouvernement. Il faut un ministre quel qu'il en soit, même si c'est le ministère des "WC publics et des ordures"

Si certains restent sereins et comptent sur leur bilan et certains leur "quasi filiation" avec le chef de l'Etat, pour beaucoup la situation est un peu compliquée.

Des bourdes politiques et médiatiques des uns, aux comportements villageois et agressifs des autres, en passant par l'inefficacité congénitale de certains, Faure Gnassingbé a des multiples raisons de débarquer plusieurs.

Faure veut donner l'image d'un pays progressiste, respectable et dynamique mais il faut dire que le comportement de certains de ses ministres laisse à désirer. L'usage de la force, l'intimidation et les méthodes de la Corée du nord restent l'apanage de beaucoup.

L'ouverture d'esprit n'est pas aussi la chose la mieux partagée chez beaucoup. Du coup malgré les efforts, l'image du régime a du mal à changer.

Le Togo est le pays où il est encore difficile de rencontrer un ministre pour discuter d'un dossier. On ne sait où ils passent leurs journées mais est-il qu'ils ne sont jamais au bureau. Pire beaucoup donnent l'impression de travailler tout en s'occupant de leurs affaires.

Pour continuer par utiliser le titre de ministre pour continuer comme ils le font et jouir des avantages, il faut rester au gouvernement et les solutions sont les plus saugrenues les unes que les autres.

Pour certains c'est la danse du ventre carrément. On soigne sa proximité avec le pouvoir. On devient plus amis avec la famille Gnassingbé et les supposées copines du chef de l'Etat. On fait du béni oui oui pour les puissants ministres susceptibles d'être maintenus et qui ont l'oreille de Faure. Le zèle aussi n'est pas oublié en ces temps d'affaires courantes. C'est à qui maltraiterait plus ou pourchasserait plus ceux qui sont contre le régime. Pour d'autres ce sont les prières. Après avoir ignoré Dieu, certains retrouvent le chemin des églises. C'est le moment pour les prêtres de manger un peu. De recevoir de visites régulières de ministres qu'ils n'ont jamais vus de leur vie.

Pour la majorité c'est le grand jeu. L'artillerie à l'africaine. Lomé est actuellement prit d'assaut par les marabouts de la sous région. Sacrifice, purification, veillée tout y passe. Chaque Marabout promettant donner Faure à tel ou tel.

Bœufs, moutons, chèvres, poulets, margouillat et autres passent de vie à trépas en quantité. Du côté du marché aux fétiches les affaires vont bon train.

L'heure est grave et ce n'est pas sur leurs bilans et compétences que comptent beaucoup de ministres pour être reconduits.

Et après vous me direz qu'ils ne travaillent pas bien. Normal.

NANO PAYE UN LOURD TRIBUT



Une violente tornade dans la nuit de samedi à dimanche a provoqué d'importants dégâts matériels à Nano (préfecture de Tandjoure, 600 km de Lomé).

120 habitations ont été touchées ainsi que l'école primaire et l'église.

Lundi, le préfet de Tandjoure, Sambiani Kolani, a demandé le soutien du gouvernement et des populations de la région pour venir en aide aux nombreux sinistrés.

POLITIQUE / FORMATION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT :

La Valse des courtisans aux obsèques de Togbui Amega Yao Adoboli Gassou IV

JAMAIS UN enterrement d'un chef traditionnel du Togo, fut-il membre de la Cour constitutionnelle du Togo, n'a réuni autant de monde en un seul jour et en un seul lieu. Le Chef Amega Yao Adoboli Gassou IV peut dormir en paix, pour avoir réussi à rassembler autour de sa dépouille, autant de monde et de personnalités.

Cet attroupement n'est pas le fruit du hasard, l'événement intervenant le lendemain de l'annonce de la démission du Premier Ministre et de son gouvernement. Les ministres sortants qui veulent rester, les anciens qui en veulent encore, les connus et les anonymes qui veulent y être, tous étaient de là. Le pouvoir, quand tu nous tiens...

Les visages étaient fermés pour la circonstance, non pas pour le triste événement auquel ils participent mais parce que pour certains, c'est l'unique occasion de se faire remarquer du Chef de l'Etat et se rappeler à son bon souvenir pour un poste dans le prochain gouvernement.

Les visages les plus fermés et les plus tristes sont ceux des ministres sortants. Ils étaient tous là, dans ce coin reculé d'Aholobogo où certains n'auraient jamais imaginé y mettre le pied, si leur poste ministériel n'était pas en jeu. Parmi eux, se trouvent ceux qui se disent proches et inconditionnels du chef de l'Etat, sereins à l'idée d'être reconduits dans le nouveau gouvernement. Ils sont reconnaissables par le sourire sincère et l'assurance de leur propos. Un clin d'œil au Président de la République pour lui dire qu'ils sont toujours à ses côtés, aussi bien dans la joie que dans la douleur.

Il y a un deuxième groupe qui est venu pour implorer la grâce du chef de l'Etat car les ministres concernés sont certains qu'ils vont plier bagages. Le bilan de leur passage au département qui leur a été confié par le Président de la République ne



Arthème Séléagodji Ahoomey-Zunu, Premier ministre démissionnaire

plaide pas en leur faveur. Sentant la sanction venir, ils multiplient les sorties pour qu'ils soient vus par le Chef de l'Etat. Peut-être, dans sa magnanimité, Faure Gnassingbé aurait pitié d'eux.

Dans la foule qui était présent à Ahlon le samedi dernier, il y avait plus de soupirants qui veulent la faveur du Chef de l'Etat. On les a reconnus, tirés à quatre épingles et prompts à se mettre en valeur à la moindre occasion. Ce sont les Directeurs Généraux de l'administration publique, des Responsables des sociétés d'Etats et des responsables politiques du parti au pouvoir. Ils ont bravé monts et vallées (au sens propre du terme pour ceux qui connaissent le village) et joué des mains et des coudes pour être dans la ligne de mire de Faure Gnassingbé. Chacun s'est dit que c'est l'ultime espoir qu'il avait de taper dans l'œil du maître pour être promu Ministre de la République. Et Ahlon était l'occasion rêvée.

Ils auront fort à faire aux jeunes cadres du parti UNIR et ceux de la diaspora togolaise qui veulent aussi leur place au soleil. Depuis la campagne électorale, on en a vu monter au créneau ici et là pour défendre les intérêts du parti. Ils ne cachent pas l'ambition de remplacer ou de chasser leur père ou grands pères qui ne

Nation. Ce ne serait que Justice, estiment-ils.

Que dire de nos mères et jeunes filles ? Les rares qui affichent leur ambition, le font dans le charme et dans la séduction. Vu que c'est la portion congrue qui leur est accordée dans les gouvernements précédents, beaucoup ne rêvent pas trop. Il en existe quand même qui s'exhibent et qu'on voit de plus en plus dans les cérémonies officielles, surtout quand Faure Gnassingbé est présent. Ne parlons pas de la campagne électorale où elles étaient en action dans la plupart des meetings que le Chef de l'Etat a animés. Ne vous étonnez pas de les voir en première ligne dans le prochain gouvernement.

Koudjoukabal

Communiqué de la Présidence de la République

Au terme d'un processus libre, équitable, transparent et démocratique, le peuple togolais a renouvelé le 25 avril 2015, sa confiance au Président de la République, en le reconduisant à la Magistrature suprême.

Conformément à la pratique républicaine et à l'article 66 de notre Constitution, le Premier ministre, Monsieur Séléagodji AHOOMEY-ZUNU a présenté ce jour, 22 mai 2015, au Président de la République, sa démission ainsi que celle de l'ensemble du gouvernement.

Le Président de la République a accepté cette démission et a saisi l'occasion pour se féliciter des efforts qui ont été déployés par le Premier ministre et les membres du Gouvernement dans l'accomplissement de leurs missions. Ces efforts se sont traduits par les progrès que notre pays a enregistrés dans les domaines économique et social.

Le Président de la République a instruit le Premier ministre d'expédier les affaires courantes.

Fait à Lomé le 22 mai 2015

La Présidence de la République

SANTÉ : AIMES -AFRIQUE au chevet des patients de Vogan à partir du 6 juin prochain

L'ONG AIMES-AFRIQUE continue ses œuvres humanitaires au Togo. Afin de rapprocher les soins de santé des patients démunis des milieux ruraux, AIMES-AFRIQUE a entrepris des opérations chirurgicales gratuites et foraines. Du 1er au 6 juin 2015, 525 patients des préfectures de Zio, de Yoto et de Vo seront opérés au Centre hospitalier préfectoral (CHP) de Vogan. L'annonce a été faite hier lundi au siège de ladite ONG à Lomé.

Selon le Dr Michel Kodom, président d'AIMES-Afrique, " nous avons sillonné dans près de trente (30) localités et nous avons recensé ces patients qui ont les pathologies chirurgicales. Nous avons pu donner la chance à plus de 5000 patients qui avaient des pathologies médicales et avions recensé près de 525 qui doivent être opérés ". Ces patients

répartis comme suit : quatre cent seize (416) en chirurgie générale et cent neuf (109) en ophtalmologie, devraient être opérés dès le 1er juin prochain.

Mais avant, les patients retenus au cours de la dernière campagne de soins gratuits initiés par la même ONG, seront examinés afin d'avoir tous les résultats confinés dans leur carnet de soin pour que les chirurgiens, les anesthésistes puissent avoir tous les éléments pour pouvoir faire cette mission à Vogan.

Après l'étape de Vogan, la mission d'opération gratuite va s'étendre sur l'ensemble du territoire national. Ainsi, du 15 juillet au 10 août, les médecins de AIMES-Afrique seront dans la région des Savanes ; le 7 septembre dans la Kara pour chuter dans la région Centrale en novembre prochain. Notons qu'une quinzaine de médecins allemands sont attendus afin de toucher du doigt la



La table d'honneur ; on reconnaît Dr Michel Kodom, au micro

réalité sur le terrain.

Plusieurs pathologies, notamment les hernies, les lipomes, les kystes, les fibromes en chirurgie générale ; en ophtalmologie, ce sont les cataractes et les pytérigions qui ont été opérées.

Pour le président d'AIMES-Afrique, l'objectif est d'amener l'hôpital vers les populations démunies et faire la promotion de la culture de l'excellence et de l'émulation en milieu scolaire et universitaire.

La Rédaction

Sport/ football : Gaillard club d'Avédji sacré champion

LE GAILLARD club d'Avédji a remporté la 8ème édition du tournoi des retrouvailles des vieilles gloires du football du Togo ce week end de pentecôte à Atakpamé qui abrite pour la 3ème fois l'évènement devant son adversaire Nachtigal FC de Baguida au tir au but.

La tradition est respectée par l'organisation de la 8ème édition du tournoi des retrouvailles Coupe Sergio Sport. 10 équipes des vétérans répartis en deux poules de 5, la poule A est composée des équipes de Gaillard d'Atakpamé, Freedom FC, fraternité FC, les gaillards de Sokodé et d'Aflao. Dans la poule B, on retrouve les équipes comme Nachtigal FC de Baguida, gaillard club de Badou, la matinée de Kara et l'Union des Gaillards Clubs de Kloto (UGK), Gaillard Club d'Avédji.

Toutes ces équipes étaient déterminées à repartir avec la coupe vu leur engagement sur l'aire de jeu. Les hostilités ont commencé après la cérémonie d'ouverture en présence du promoteur du tournoi Serge Benissan, le président de la ligue plateaux Est Yves Bété, du secrétaire général de la fédération togolaise du football Me Amazohoun, du représentant du ministère des sports, Nabine Gnonh, et des cadres de la localité. Le match d'ouverture a opposé le Gaillard Club d'Atakpamé et Freedom FC et le score à la fin est nul et vierge 0-0.

Quatre équipes ont réussi à avoir



Le capitaine des vainqueurs soulevant le trophée mis en jeu

leur billet pour les demis finales après la phase éliminatoire, il s'agit de Freedom FC qui est venu à bout des Gaillards de Sokodé 1-0, Avedji a épinglé Badou 2-0, Nachtigal FC a gagné kara 1-0, fraternité a gagné Aflao 1-0.

Pour le promoteur Serge Benissan " le tournoi a 8 ans aujourd'hui c'est une bonne chose et comme on le dit souvent, il faut une continuation donc c'est sur cette base qu'il y a plus de motivation au niveau des vieilles gloires tous les ans pendant le week-end de Pentecôte et jusque-là tout se passe bien ; le seul problème que nous avons pour l'instant c'est le retard d'une heure accusé dû à un problème de circulation ".

La grande finale qui a opposé l'équipe d'Avédji et Nachtigal FC a tenu toutes ces promesses, la qualité de jeu,

le fair-play était au rendez-vous. Dès l'entrée de jeu, les occasions de but étaient de but étaient dans chaque camp ; c'est à la 9ème minute et sur une passe bien cadrée de Chardé Messan que Lawani a marqué le but. Le score était resté inchangé jusqu'à la pause.

Au retour du citron, les hostilités ont repris jusqu'à la 58ème minute où l'ancien sociétaire de de l'entente 2 et de Gbohloùessou des lacs a marqué le but égalisateur qui a mis fin au temps réglementaire. C'est au cours de la phase fatidique de tirs au but que l'équipe d'avédji s'est débarrassé de Nachtigal FC.

Rappelons que ces deux étaient en finale à la 7ème édition à Kara et c'est Nachtigal FC qui avait remporté la coupe.

Pour le capitaine des gaillards

d'Avédji, " la victoire de cette édition n'est pas un hasard, c'est le résultat du travail abattu depuis le début d'année puisque nous étions le finaliste malheureux, et le soutien constant de notre président qui a toujours cru en nous, cette fois ci ça y est nous avons la coupe ".

Nous agissons pour que le ballon roule mais pour l'instant nous n'avons c'est pour cela nous accompagnons tous les initiatives comme celui de Sergio sport a laissé entendre le secrétaire générale de la FTF.

Une conférence de presse a été organisée dans la soirée en vue de dresser le bilan du tournoi de la 8ème édition suivie d'une soirée de récompenses aux méritants, les jeux de maillot ont été remis aux équipes participantes, Nasser Yérima a été primé meilleur buteur de la compétition. Pour ceux qui le connaissent pas, Yérima Nasser a démarré sa carrière au sein de l'équipe nationale cadette quand il était encore au CEG Djidjoli, après Nasser a intégré le club de l'étoile filante alors qu'il jouait pour racine club de Doumasséssé, il a joué dans les pays comme la Tunisie, la Chili, l'étoile filante de Ouagadougou, Autriche et Arabie Saoudite où il a signé dans un club de deuxième division. Aujourd'hui, Nasser est sacré meilleur buteur du tournoi des gaillards éditions 2015. La 9ème édition se tiendra dans la ville de Sokodé.

Dodo ABALO

Journal des Transferts :

Offre pharaonique du PSG pour Ronaldo, Pogba dit oui au Barça, Blanc a fixé sa priorité

Ronaldo dispose d'une offre folle du PSG, Pogba d'accord avec le FC Barcelone, Blanc a fixé sa priorité pour le mercato, la Juventus Turin passe à l'attaque pour Cavani, ça s'agit sur les bancs de LL... Voici le Top 5 des derniers gros dossiers mercato de la semaine à ne pas manquer. Découvrez aussi le Télégramme Foot Transfert, pour ne rien rater de l'actu de ces derniers jours.

Pour suivre au plus près les transferts, Maxifoot vous propose chaque samedi le Journal des Transferts de la



Christiano Ronaldo

semaine avec un point complet sur les dernières infos transferts. Même hors



Le Français Paul Pogba

période de mercato, les clubs s'activent ! Pour toujours plus d'informa-



Laurent Blanc

tions sur les transferts, n'oubliez pas de lire les brèves du jour et les articles d'actualité, complémentaires du JdT.

ESPAGNE-BARÇA : Daniel Alves charge le Barça

Au cours d'une conférence de presse spectaculaire, Dani Alves, en fin de contrat au FC Barcelone, s'en est pris durement ce lundi à ses dirigeants, qui ne l'apprécient pas à sa juste valeur selon lui.

Les dirigeants du FC Barcelone ont dû s'étrangler, à l'écoute de la conférence de presse de Daniel Alves, ce lundi midi, vite transformée en show. "Je suis assez intelligent pour ne pas mettre le bordel", avait-il pourtant annoncé. En fin de contrat au 30 juin, le latéral droit brésilien (32 ans) a clairement laissé entendre, ce lundi, que son avenir se poursuivrait loin du Barça. "Je suis à 200% dans l'équipe, a-t-il expliqué. Mais dans le club je ne crois pas que j'arrive à 10%. Je n'ai pas l'impression que l'on m'accorde la valeur que je mérite."

Daniel Alves n'a pas encore annoncé son départ de manière définitive, mais il s'en est pris durement aux responsables du club. "J'ai toujours dit que j'aimerais rester au Barça mais pas à n'importe quel prix et je ne parle pas d'argent, contraire-



Daniel Alves

ment à ce que l'on dit, a-t-il affirmé. Je ne supporte pas qu'on sous-estime tout ce que j'ai fait pour ce club et qu'aucun autre joueur n'a fait à mon poste." Selon lui, les négociations avec son président, Josep Maria Bartomeu, sont rompues depuis plusieurs jours. "On a discuté ensemble il y a un peu moins d'un mois, mais je ne vais pas révéler notre conversation, a indiqué Alves. Déjà, pour moi, ce n'était pas très intéressant, alors pour vous..."

"J'ai plusieurs possibilités et le Barça n'est que l'une d'elles."

Alves a cependant confirmé que le Paris-SG n'en faisait pas partie. Pendant cette conférence de presse surréaliste, qu'il a même terminée en chantant au micro, Daniel Alves a d'ailleurs refusé de répondre à un

journaliste de Radio Marca, parce que le quotidien madrilène avait annoncé sa signature au PSG, il y a quelques mois: "Marca, c'est de la merde, je suis désolé pour toi, mais je ne réponds pas à Marca." Et alors que l'attaché de presse du Barça, effaré par les déclarations du joueur, voulait abrégé son intervention, Alves l'a immédiatement contredit. "On a jusqu'à 14 heures", a-t-il lancé à l'assistance dans un grand sourire.

Il n'était que 13h20 et Alves voulait encore plaider sa cause. "Je ne me suis jamais cru indispensable, s'est-il défendu. Mais j'ai beaucoup travaillé pour en arriver là. Le mister ne me met pas dans l'équipe parce que je suis beau, même si je le suis. Je sais que je suis quelqu'un de difficile, mais c'est parce que je suis transparent." D'ailleurs, l'objectif de sa communication paraît limpide. "Est-il impossible de vous voir l'année prochaine au Barça?", lui a demandé un confrère. "À ce jour, oui. (...) Le président sait ce qu'il doit faire pour que je reste." Arrivé en 2008 au Barça, Alves ne se résout pas à son départ.

Source : lequipe.fr
lemedium2013@yahoo.fr

L'offre pharaonique du PSG pour Cristiano Ronaldo

Selon le quotidien espagnol Marca, le Paris Saint-Germain serait prêt à déboursier 125 millions d'euros pour recruter Cristiano Ronaldo ! Il s'agirait d'une offre permanente dont l'attaquant madrilène pourrait se servir pour mettre la pression sur ses dirigeants. Si on connaît l'intérêt du PSG pour la star portugaise, cette information semble tout de même farfelue puisque l'on sait que Paris ne disposera que de 55 millions d'euros pour recruter cet été en raison des sanctions liées au fair-play financier.

Dans ces conditions, les dirigeants parisiens devraient vendre plusieurs éléments pour pouvoir sortir une telle somme et n'auraient alors pas les moyens de recruter d'autres joueurs pour étoffer l'effectif...

Paris devra sans doute attendre un an de plus pour éventuellement tenter un tel coup. Et encore... Car comment proposer une telle somme avec le fair-play financier (...)

Source : yahoo.fr

Zozo

TOM SAINTFIET OPÉRATIONNEL DÈS LA SEMAINE PROCHAINE

Tom Saintfiet, nouveau sélectionneur des Eperviers du Togo

Le nouveau sélectionneur des Eperviers, le Belge Tom Saintfiet, devrait signer officiellement son contrat la semaine prochaine à Lomé, a indiqué Antoine Folly, le président du Comité de normalisation de la Fédération togolaise de football (FTF).

Le temps presse. Le Togo doit affronter en match amical le 7 juin prochain le Ghana avant le début de la phase des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations (Gabon 2017).

Le Togo est dans le Groupe A avec la Tunisie, Djibouti et le Liberia qu'il rencontrera le 14 juin à Lomé.

QUI EN VEUT AUX TOOFAN ?

L'information est sur la page de nos confrères de Fm Liberté. Le groupe musical le plus en vue en ce

Accueil des Toofan



Nanterre (France)

moment au Togo, Toofan a eu un accueil des plus chaleureux à Nanterre en France.

Sur le site de Fm Liberté on peut lire "Des patriotes togolais en France ont réservé un accueil spécial au groupe Toofan qui soutient activement le régime RPT-UNIR. Ces patriotes promettent le même traitement aux artistes comme King Mensah et Gogologo qui, contre quelques billets de CFA chantent à la gloire des tyrans. Pour la petite histoire, la dynastie gnassingbé est actuellement la plus vieille au monde après la Corée du Nord"

Ils sont connus des togolais et on peut dire qu'ils représentent ces dernières années la musique togolaise à travers le monde.

On connaît aussi leur proximité avec le pouvoir. Bref au Togo les star en vue de la chanson comme du football ne cachent plus leur amitié avec le pouvoir de Faure Gnassingbé.

On a vu l'humoriste Gogologo mouiller fort le maillot pendant la campagne électorale, appelant parfois Faure Gnassingbé son père, parfois son oncle.

Dans un pays qui a longtemps mobilisé les artistes pour danser l'animation politique à la gloire du régime, il est normal que la culture soit à terre.

Au Togo rien n'est prévu pour soutenir les artistes. Les togolais dans leur majorité ne consomment pas les productions de leurs artistes et eux mourant de faim, se débrouillent comme ils peuvent.

Les Toofan n'échappent pas à cette réalité comme tous les autres d'ailleurs.

Il y a aussi ces artistes qui chantent pour l'opposition. Comme tout togolais ils ont le droit d'afficher leurs opinions même si cela peut choquer.

La meilleure façon, c'est de laisser chacun faire ce qu'il veut. Pas besoin de les bosculer quand ils viennent faire leur prestation en France.

LA CROISSANCE SERA SOUTENUE AU TOGO

A l'occasion des Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD) qui se sont ouvertes lundi à Abidjan, l'institution africaine dédiée au financement du développement a rendu public son rapport annuel 'Perspectives économiques en Afrique' (PEA).

Avec une population qui devrait tripler à l'horizon 2050, le continent africain devra impérativement moderniser les économies locales pour renforcer sa compétitivité et relever le niveau de vie de ses habitants, selon l'étude.

Surpassant la plupart des autres régions malgré la crise financière, les économies africaines enregistreront une croissance de 4,5 % en 2015 et pourraient même atteindre les 5 % en 2016, convergeant ainsi avec les taux actuellement observés en Asie. Cependant, le tassement des cours du pétrole et des matières premières, les incertitudes à l'échelle mondiale, les conséquences de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest et l'instabilité de la vie politique intérieure pourraient retarder le retour prévu aux niveaux de croissance d'avant 2008...

Nos remerciements aux agences savoirmews, republicoftogo et afreepress pour leur collaboration



NUPTIA / EVENEMENT-CIEL

- Prestation de service Événementiel
- Vente d'articles de mariage

- Décoration et vente d'articles de décoration
- Location et décoration de voiture

BP : 1335, Bd de la Kara (Lomé - TOGO) • Tél: 22 21 37 10 / 22 39 56 92
A côté de la Pharmacie Campus

